



Le dimanche 22 décembre 2013

Maryam Radjavi appelle les grévistes à mettre fin à leur grève de la faim

Le 17 décembre 2013 - Suite à la [décision de la justice espagnole](#) de poursuivre Faleh Fayad, le conseiller à la sécurité nationale du Premier Ministre irakien Nouri al-Maliki pour crime contre la communauté internationale en raison de son rôle direct dans le massacre du 1er septembre de 52 habitants et le rapt de sept autres, Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne, a appelé les habitants du camp Liberty et les Iraniens dans divers pays à mettre fin à leur grève de la faim.

Elle a ajouté qu'avec l'ouverture de cette procédure judiciaire, la campagne internationale pour la libération des otages, la protection du camp Liberty et obtenir les revendications des prisonniers politiques en grève de la faim en Iran, continuera avec encore plus de force jusqu'à son règlement final. Mme Radjavi a félicité les grévistes de la faim au camp Liberty, à Genève, Berlin, Ottawa, Londres, Melbourne, Washington, Rome et Stockholm pour cette grande victoire. Elle a souligné que leur campagne a forgé un exemple glorieux et historique de résistance contre la tyrannie et l'oppression. La décision de la justice espagnole a été adoptée sur la base du principe de la compétence universelle conférée par la 4^{ème} convention de Genève aux tribunaux nationaux. La cour a décidé d'étendre son enquête à Faleh Fayad «comme responsable de graves infractions à la 4^{ème} Convention de Genève et au premier protocole additionnel, commises de mai 2010 dans la capacité de ce dernier comme directeur du "comité d'Achraf" attaché au cabinet du Premier ministre, et en particulier pour son implication présumée dans les massacres du 8 avril 2011 et du 1 septembre 2013 de 'personnes protégées' en vertu de la 4^{ème} Convention de Genève vivant à la Cité d'Achraf en conjonction avec les infractions relevées de 35 meurtres et 337 cas de blessures volontaires le 8 avril 2011 et 52 meurtres et 7 enlèvements le 1 septembre 2013, avec des tortures et des lésions corporelles sur les habitants d'Achraf."



Soutien italien à la campagne internationale pour libérer les 7 otages d'Achraf

19 décembre 2013 - Dans une conférence internationale à Rome en présence de personnalités européennes et américaines de premier plan, les participants ont exprimé leur soutien à l'appel à une campagne internationale de Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne. Cette campagne vise à obtenir la libération des sept opposants iraniens pris en otage au camp d'Achraf le 1er septembre dernier. Elle a aussi pour objectif d'assurer la sécurité des 3000 opposants iraniens au camp Liberty en Irak, ainsi que de soutenir les revendications des prisonniers politiques en Iran, en particulier la fin des exécutions arbitraires qui se sont multipliées sous le mandat du nouveau président iranien.



Outre **Maryam Radjavi**, ont aussi pris la parole : **Bernard Kouchner**, ancien chef de la diplomatie française, **Michèle Alliot-Marie**, ancienne ministre française de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères, **Lucio Malan**, sénateur italien membre du Bureau du Sénat, **Gianni**



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



F.L.L.

Alemanno, ancien maire de Rome ; le sénateur **Bournachin**; **Carlo Ciccio**li, ancien député et coprésident du Comité italien de parlementaires et de citoyens pour un Iran libre (CPCIL); la franco-colombienne **Ingrid Betancourt**, **Robert Torricelli**, ancien sénateur américain, Me **Juan Garcès**, éminent juriste international, **Tahar Boumedra**, ancien responsable onusien du dossier d'Achraf.

Les participants ont appelé l'ONU, le gouvernement américain et l'Union européenne à agir conformément à leurs obligations légales et aux engagements qu'ils ont répétés pour assurer la sécurité des 3000 réfugiés au camp Liberty.

Evoquant l'accord récent de Genève entre les pays occidentaux et le régime iranien, Mme Radjavi a déclaré: «Les partisans de la politique de complaisance avec les mollahs et ceux qui serrent leurs mains pleines de sang, ne pourront jamais leur enlever la bombe des mains... Cette politique a poussé les Etats-Unis, l'UE et l'ONU à la passivité devant la fabrication de la bombe atomique des mollahs, leur fait aussi fermer les yeux sur les violations sauvages des droits humains en Iran et leur fait piétiner leurs engagements et leurs obligations légales vis-à-vis d'Achraf et de Liberty.» [Lire davantage](#)

Les agents de renseignements iraniens à Achraf

Le 14 décembre 2013 - Un groupe d'agents des services de renseignement des mollahs et de la force Qods (unité opérationnelle extraterritoriale de l'Armée de Pasdarans iranien) dépêchés en Irak ont été transféré à l'intérieur du camp d'Achraf. Il s'agit d'un groupe de 18 individus encadrés par l'ambassade iranien à Bagdad en coordination avec le Premier Ministre irakien Nour al-Maliki et son conseiller à la sécurité nationale. Ils sont chargés de préparer des mises en scène afin de couvrir les prises d'otages et le massacre du 1 septembre.

Tir de balle sur le camp Liberty depuis l'extérieur

Le 19 décembre 2013 - Une balle a été tirée sur le camp Liberty. Elle a touché la partie sud-est du camp où par chance personne ne se trouvait à ce moment. Il s'agit du deuxième tir qui atteint l'intérieur du camp en quelques jours. La dernière fois remonte au 15 décembre, et avait traversé un baraquement. Les habitants ont averti à plusieurs reprises, dans des lettres ou des appels, les autorités américaines, irakiennes et onusiennes qu'étant donné que l'ensemble des habitants vivent dans des baraquements sans protection, ils sont vulnérables aux tirs.

USA : Les élus demandent les informations classifiées sur les otages d'Achraf

Le 18 décembre 2013- Selon le journal américain *le Washington Times* Ileana Ros-Lehtinen, l'une des ténors de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américains, "a demandé au Secrétaire d'Etat John Kerry de concrétiser sa promesse du 10 décembre dernier pour un briefing classifié sur le sort des six femmes et un homme enlevés au camp d'Achraf".

Le *Washington Times* ajoute : "Struan Stevenson, un eurodéputé qui préside un comité d'investigation européen sur les sept otages d'Achraf, a pour sa part demandé à John Kerry de rendre public les informations qu'il dispose sur le cas des otages. Il a confié au *Times* que "lorsque John Kerry a affirmé aux membres du Congrès que le lieu de détention des opposants iraniens était une information classifiée, je suis tombé des nues".